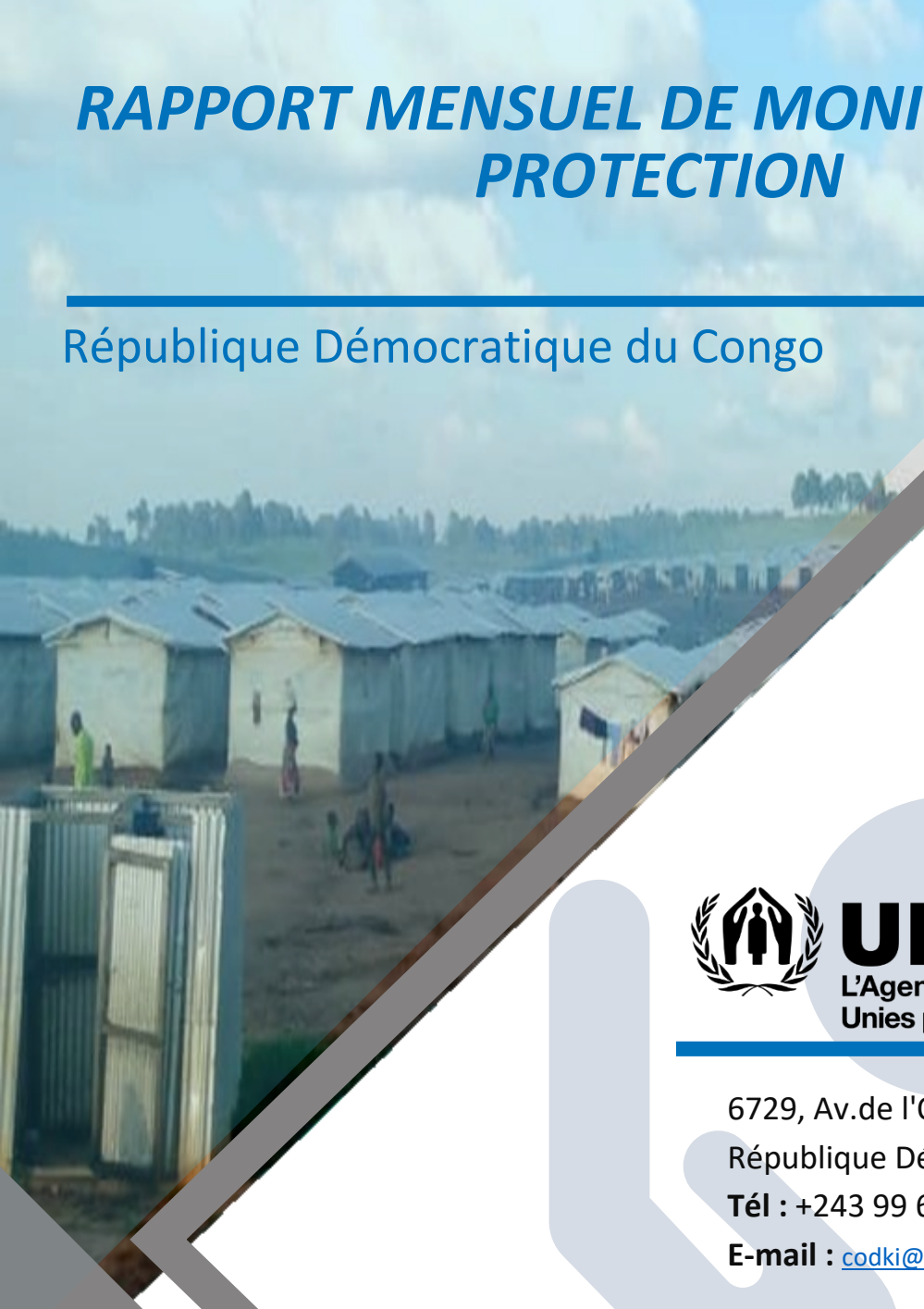
RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

République Démocratique du Congo



UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

6729, Av.de l'OUA Ngaliema, BP 7248, Kinshasa,
République Démocratique du Congo
Tél : +243 99 60 41 000
E-mail : codki@unhcr.org - bitakuya@unhcr.org

Août 2022

I. Tableau synoptique

UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Monitoring de protection en RDC
Violations au 31 août 2022

10 269
Incidents de protection

10 301
Victimes

Violation du droit à la propriété	4 455
Violation du droit à la liberté	3 107
Violation du droit à l'intégrité physique	1 737
Violence sexuelle	970

Tranches d'âge

	Femmes	Hommes
60+	0,46%	41,75%
18-59	11,59%	0,86%
12-17	3,97%	39,95%
5-11	0,37%	0,94%
0-4	0,04%	0,06%

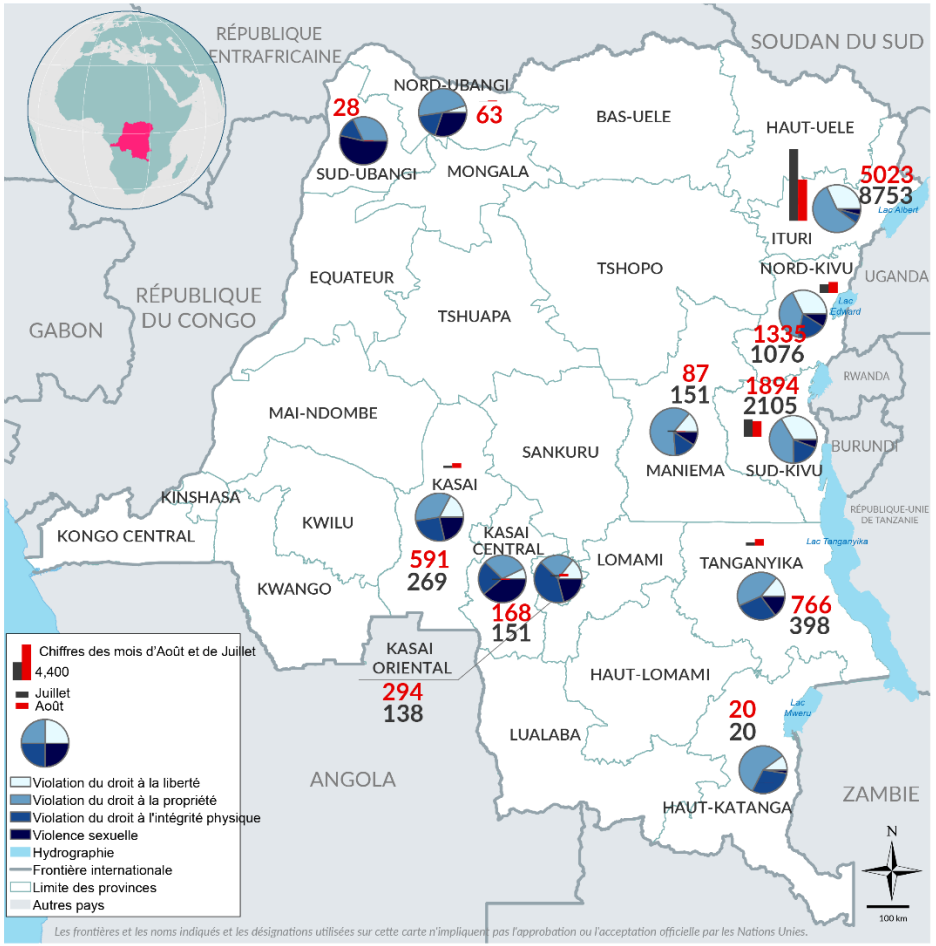
Réponse

Personnes sensibilisées	3 940
Referencement VBG	326
Soins médicaux	236
Assistance juridique	157
P. Psychologique	153
Référencement 1612	132
Kit PEP	126
Cash Protection	21
Plaidoyer - Liberation	12
Arrestations	1

Profil des victimes

Retournés	6 137
PDI*	1 976
Residents	1 870
Réfugiés	203
Expulsés	5
Rapatriés	8

*PDI : Personnes Déplacées Internes



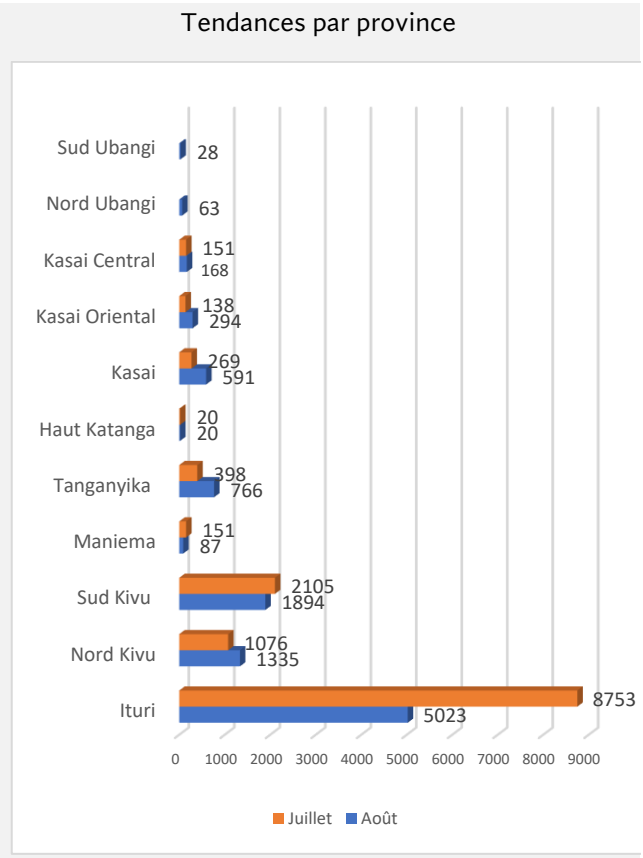
Date d'impression: 22/09/2022 **Sources:** UNHCR, RGC et partenaires de Monitoring de protection **Auteur:** UNHCR - Kinshasa **Feedback:** bitakuya@unhcr.org **Nom du fichier:** COD_Map_RDC_17082022_A3

II. Tables des matières

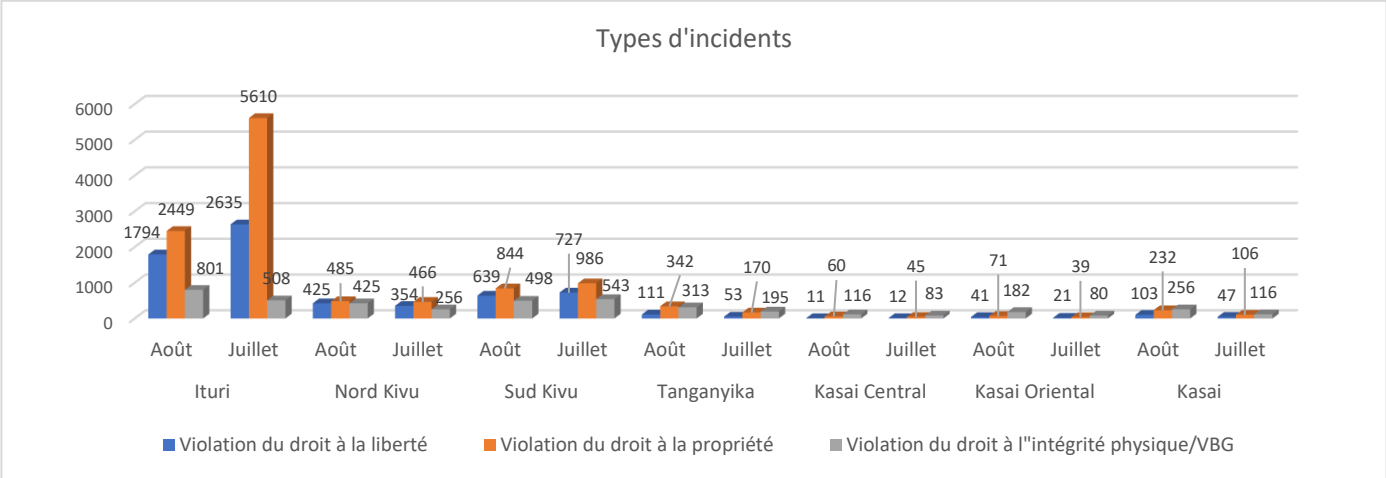
I. Tableau synoptique 2
III. Résumé 4
I.2 Allégations violation de la résolution 1612 5
I.3. Violences basées sur le Genre 5
I.4. Profil des victimes 6
I.5. Profil des présumés auteurs 6
I.5 Réponse 6
IV. Mouvements de la population 7
V. Développements majeurs de protection par Province 8
2.1. Ituri & Haut Uélé 10
2.2. Nord Kivu 11
2.3. Sud Kivu- Maniema/ Kabambare 12
2.3. Tanganyika & Haut Katanga 13
VI. Analyse contextuelle 16
VII. Recommandations 17

III. Résumé

- **10,269** incidents de protection et **10,301** victimes documentés au mois d'août, soit une dimunition de -21.3 % incidents comparée aux données du mois juillet 2022 dont -18.01% en Ituri et -2.2% au Sud Kivu. Ces dimunitions seraient justifiées en Ituri par le compromis signé entre l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDP)[1], le Gouvernement provincial de l'Ituri, la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) et de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) avec l'appui de la MONUSCO/Bunia exigeant le respect des droits humains par toutes les parties ainsi que les opérations conjointes des FARDC et le contingent Burundais contre les groupes armés dans les Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira du Sud Kivu.
- En revanche, l'on note une lègere augmentation dans les autres provinces soit 4.9% au Nord Kivu, 4.3% dans le Tanganyika et Haut-Katanga, 3.7% au Kasai, 1.8% au Kasai Oriental et 0.5% au Kasai Central. Une situation qui se justifierait par l'activsime des groupes armés à l'Est (Nord et Tanganyika) et l'actvisme de la milice du chef Mukala à Batwa Kadimba dans la zone de Kakenge, des conflits intercommunautaires et aussi, l'usage excessif de la drogue par les jeunes dans le Kasai.



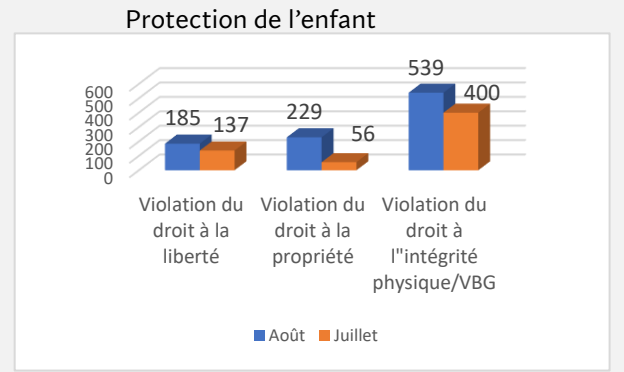
- L'on note également que les incidents relatifs aux droits à la propriété sont les plus rapportés avec 43 % soit 14 % de moins qu'en juin 2022 , parmi lesquels : 20.6% cas d'extorsions des biens contre 39.15% en juillet , 14.75% des cas de pillages contre 10.31% en jullet et 5.21% des cas d'incendie contre 5.47% en Juillet.
- L'on note également une augmentation des incidents relatifs à l'intégrité physique et à la liberté dont 31 % des incidents relatifs aux droits à liberte contre 29% rapportés en juillet , 26 % des incidents liés à l'intégrité physique y compris les violences basées sur le genre contre 14% rapportés en juillet parmi lesquels, 13.20% des coups et blessures contre 8.21% en juillet , 9.2% des cas de VBG contre 5% en juillet.



[1]. La CODECO était jadis une institution ngiti fondée dans les années 19708, sous le sigle CODEZA. Aujourd'hui la plupart des « assaillants » s'étaient regroupés au sein de l'URDPC, dirigée par le général autoproclamé Innocent Ngudjolo. A la mort du général, la direction de la CODECO s'est organisée en deux ailes : une aile politique et une aile militaire, subordonnée à l'aile politique,
NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

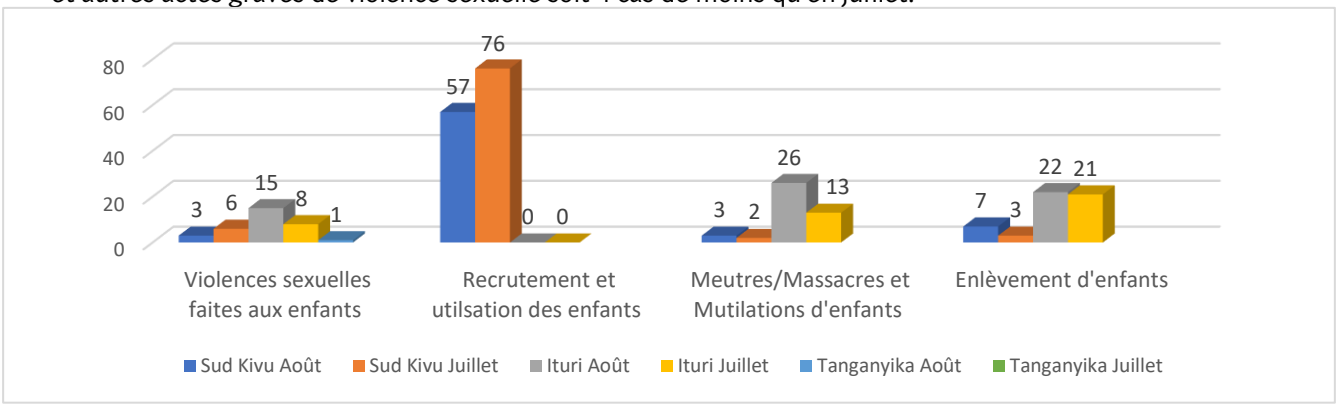
I.1. Protection de l'enfance

- 953 enfants affectés par ces incidents contre 363 enfants en juillet dont 776 filles et 177 garçons. Ces enfants étaient plus affectés par les cas des violences basées sur le genre, des cas d'extorsions des biens, des coups et blessures ainsi que des cas relatifs aux droits à la liberté.
- Les provinces de l'Ituri, Sud Kivu, Nord Kivu et Tanganyika sont les plus affectées avec plus de cas dont de violences basées sur le genre (340 cas), 153 cas des coups et blessures, 51 cas d'enlevements d'enfants, 80 cas d'homicides , 54 cas de recrutement forcés etc.



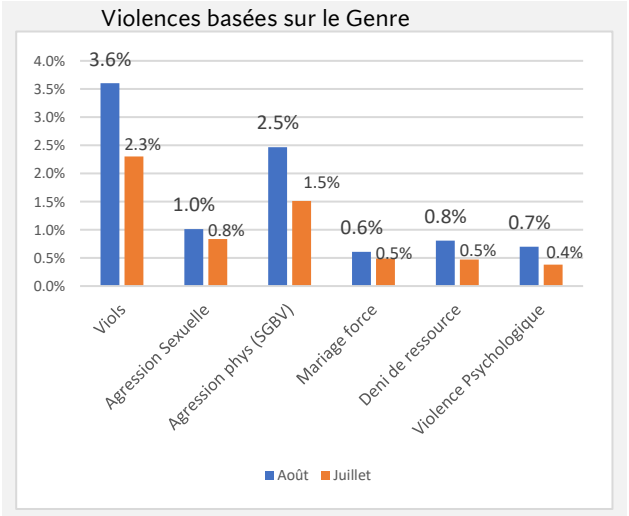
I.2 Allégations violation de la résolution 1612

- 134 cas d'allégations des violations de la Résolution 1612 rapportés soit 1 cas de moins qu'en Juillet 2022 pour lesquelles, les groupes armés seraient identifiés comme présumés auteurs. Comme le demontre le diagramme ci-dessous, Ituri et Sud Kivu sont les provinces les plus affectées dont 70 cas au Sud Kivu contre 87 cas en juillet, et 63 cas en Ituri contre 42 en juillet.
- Les territoires de Shabunda au Sud Kivu, Iurmu et Djugu en Ituri sont les plus concernés. Il s'agit de 57 cas de recrutement ou d'utilisations des enfants soit 19 cas de moins en juillet , 29 cas d' enlèvement d'enfants soit 6 cas de moins qu'en juillet, 29 cas de meurtre ou mutilation d'enfant soit 14 cas de plus qu'en juillet, 18 cas de viol et autres actes graves de violence sexuelle soit 4 cas de moins qu'en juillet.



I.3. Violences basées sur le Genre

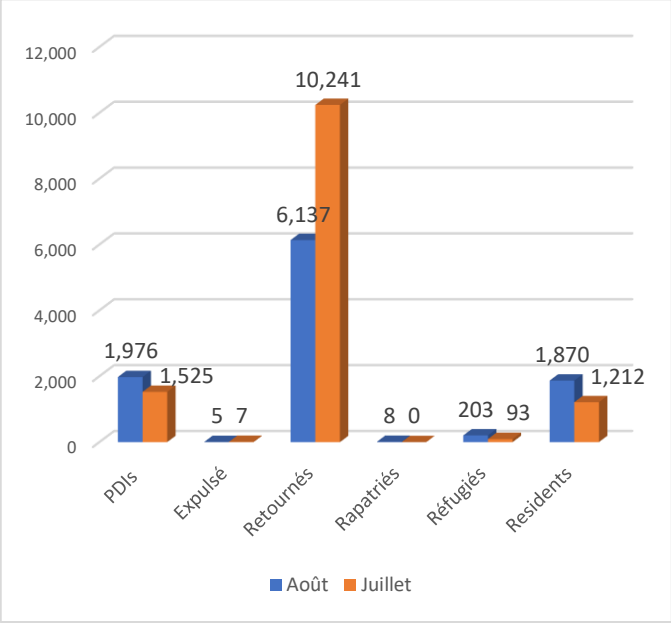
- 9% des cas VBG rapportés contre 8% soit 1% de plus comparativement aux données du mois de Juillet. De ces incidents ; 3.60% de viol contre 1.89% en juillet, 2.47% cas d'agressions physiques contre 1.34% en juillet, 1.01% cas d'agressions sexuelles contre 0.68% en juillet , 0.81% cas de déni des ressources et d'opportunités contre 0.47% en juillet, 0.70% des cas de violences psychologiques contre 0.39% en juillet et 0.61% des cas de mariage forcé contre 0.34% en juillet.
- Ainsi, 34.87 % des cas de viol rapportés ont bénéficié de la prise en charge medicale en août contre 12 % en juillet , 16.36 % au niveau psychologique contre 16% en juillet ainsi que 16.79 % au niveau juridique contre 5% en juillet. Cette augmentation est justifiée des actions de plaidoyers faites par les differents acteurs.



NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

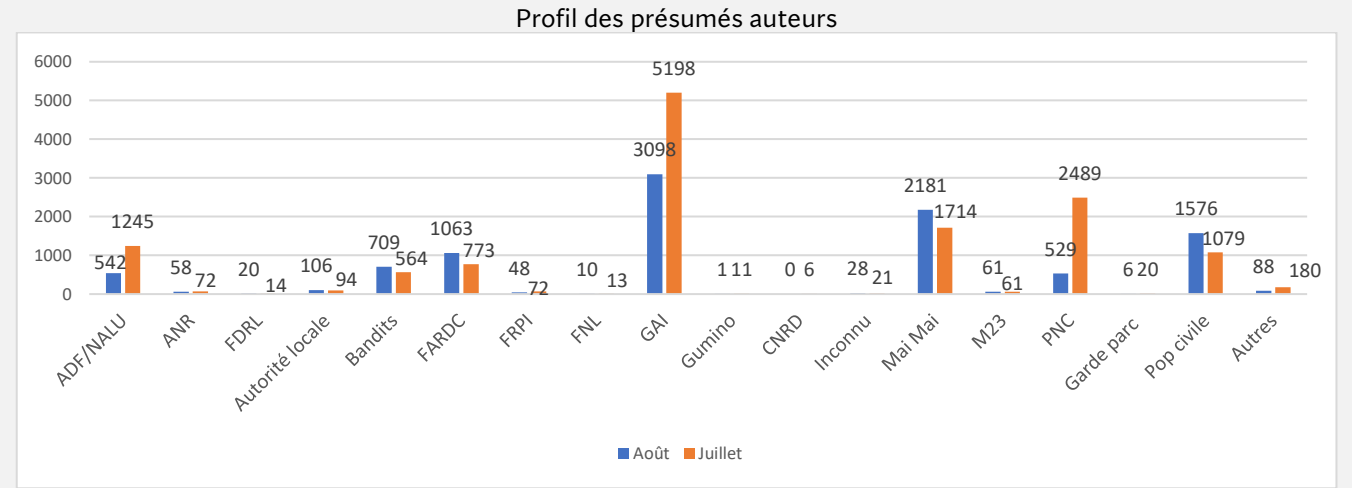
I.4. Profil des victimes

- 10,301 victimes touchées par les incidents de protection soit 3560 victimes de moins qu'en juillet parmi lesquelles, 2907 personnes de sexe feminin et et 7394 victimes de sexe masculin.
- La tranche d'âge la plus affectée pour les hommes est de 18 à 59 ans avec 2053 personnes suivi de 12 à 17 ans avec 703 personnes alors que pour les femmes, 7074 personnes agées de 18 à 59 ans et 166 personnes de 12 à 17 ans ainsi que 155 personnes de 60 ans et plus.
- Les données sur le statut des victimes renseignent que 78% des victimes sont des autocthones dont 60% de retournés alors que 19% des déplacés internes et 2% des réfugiés et quelques cas d'expulsés en Angola. Il y aurait plus des retournés car ces derniers effectuent des mouvements retours dans les zones, 18% des residents.



I.5. Profil des présumés auteurs

- Les groupes armés nationaux et étrangers auraient perpetrés 58% des cas contre 65.5% en juillet aux rangs desquels, il y a des groupes armés inconnus avec 31% des cas contre 40% en juillet , Mai Mai avec 22% contre 13.2% en juillet, ADF/NALU avec 5% contre 9.5% en juillet et M23 avec 1%. Les forces de sécurité et de défenses nationales auraient été responsables à leur tour de 13% des cas contre 24% en juillet dont 5% aux forces de sécurité (PNC) contre 17.5% en juillet, 8% aux forces de défense (FARDC) contre 5.5% en juillet.
- L'on note une proportion importante des civils, présumés responsables dont 16% des cas par la population civile et 2% par les autorités civiles y compris certains agents de l'Agence Nationale de Renseignements.



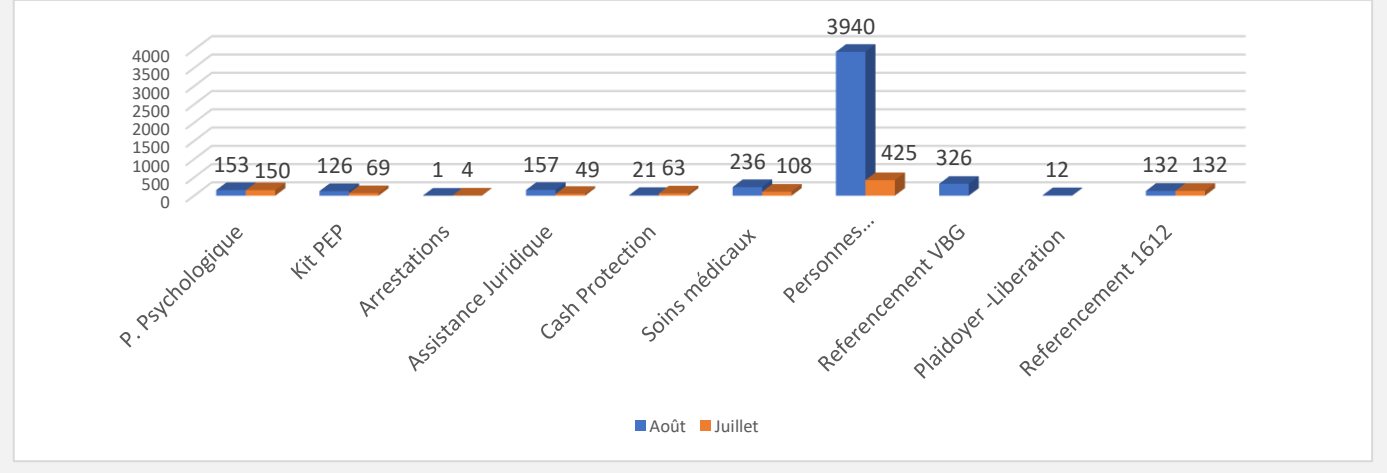
I.5 Réponse

- Outre la sensibilsation de 3940 personnes dont 2120 femmes et 1840 hommes, les partenaires ont apportés des réponses aux alertes au Sud Kivu, Nord Kivu et Ituri notamment ; sur le (1) cas de viol signalés à Bwengera/Uvira, (3) l'exécution extrajudiuciaire de 13 personnes et 8 personnes blessées par balle à Uvira, (2) sur la découverte d'un engin explosif de guerre (REG) au village May-Moya au Nord Kivu, (4) des incursions des groupes armés en Ituri souvent accompagnées d'enlèvements et d'exécution extrajudiciaires ainsi que (5) des mouvements de la population.
- En réponse à ces alertes au Sud Kivu, une audience foraine a été organisée à Uvira à l'issue de laquelle le prévenu responsable des exécutions extrajudiciaires de 13 personnes été condamné , le lancement d'un projet de réponse

NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

multisectorielle en réponse au conflit dans les Hauts Plateaux d'Uvira. En plus, une assistance en vivres et non vivres a été apportée aux personnes déplacées internes dans ces entités. Au Nord Kivu, des enquêtes non technique (ENT) et technique (ET) ont été organisées par une organisation spécialisée dans les engins explosifs au village May Moya du Nord Kivu ; une évaluation des besoins dans la zone de déplacement dans le groupement de Bashali Mokoto (village Bulende) ; l'organisation d'une rencontre communautaire pour identifier et approfondir les problèmes de protection autour du conflit foncier à Kaliki et Kibati, en territoire de Walikale.

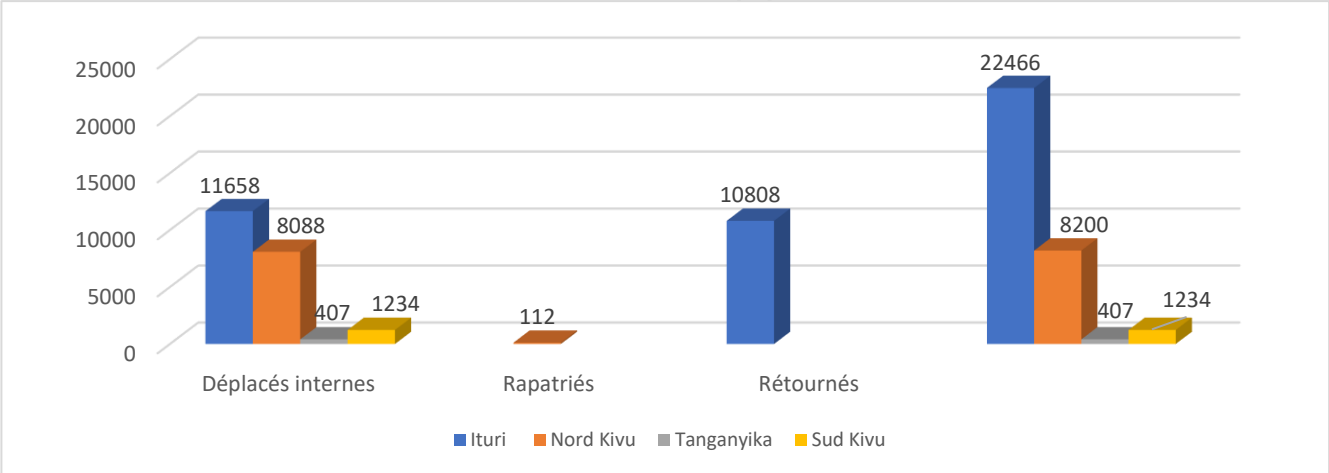
- Dans le Tanganyika, l'on note les actions de médiation du Conseil consultatif pour le règlement des conflits coutumiers (CCRCC) en lien avec le conflit de sultanat dans le groupement Munga à Kabalo. Sur les 15 conflits traités, 10 conflits résolus avec la nomination des nouveaux chefs acceptés par tous.
- Il y a également d'autres actions de réponse (voir diagramme ci-dessous) qui ont été réalisées en réponse aux incidents de protection documentés.



IV. Mouvements de la population

- Au mois d'août 2022 ce sont : 144072 personnes en déplacement (32307 ménages) contre 97090 personnes (19418 ménages). Ainsi, en Ituri 100199 personnes (22466 ménages) parmi lesquelles, 51995 personnes (11658 ménages) déplacées internes et 10808 ménages rétournés dans le Mahagi, Irumu et Djugu.
- Au Nord Kivu, 36572 personnes (8200 ménages) contre 43850 personnes (8770 ménages) en juillet, parmi lesquelles, 36072 personnes (8088 ménages déplacés internes) dans le Rusthuru, Pinga et Mweso ainsi que 500 personnes (112 ménages rétournés) à Beni dans les villages Nobili et Kamango alors qu'au Sud Kivu, ce sont 550 personnes déplacées (1234 ménages) dans les territoires de Fizi et Shabunda.

Mouvements de la population



NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

V. Développements majeurs de protection par Province

- Durant le mois d'août et ce, malgré la dimunition de -21.3 % principalement en Ituri et Sud Kivu, l'environnement de protection reste fragile. Les éléments en cause sont : la resurgence des Mai Mai Kata Katanga dans le Tanganyika, un activisme des milices du chef Mukala à Batwa Kadimba dans la zone de Kakenge, des conflits intercommunautaires et aussi, l'usage excessif de de la drogue par les jeunes dans le Kasai/Tshikapa, un actvisme des groupes armés au Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri avec des attaques réccurentes par les groupes armés (ADF/NALU, CODECO et du Zaïre) ainsi que des operations militaires conduites par les FARDC.
- Tout cela a conduit au déploiement du contingent de la Force Régionale de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC)[2] dont le 1er groupe composé des soldats Burundais est arrivé au Sud Kivu le 15 août afin de contenir, vaincre et éradiquer les forces négatives, mais également, la signature d'un compromis entre l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDP) , le Gouvernement provincial de l'Ituri, la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) et de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) avec l'appui de la MONUSCO/Bunia.
- En géneral, l'environnement de protection était caracterisé par trois (3) types de menaces de protection dont des (1) conflits armés au Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri et Tanganyika, (2) des activités criminelles dans la plupart des provinces et (3) une agitation sociale caractérisée par des conflits intercommunautaires au Sud Kivu (moyens - haut plateaux et Kalehe) et Tanganyika (groupement de Munga/Kabalo) ainsi que des conflits de pouvoir coutumier dans le Kasai et Tanganyika (groupement de Munga/Kabalo).

Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu et Tanganyika/ Haut Katanga	**Kasai, Kasai Oriental et Central**	**Nord – Sud Ubangi et Bas Uélé**
Conflits armés, activités criminelles et agitation sociale (conflits interethniques)	Agitation sociale (conflits intercommunautaires et de pouvoir coutumier) et activités criminelles	Activités criminelles

- Les données sur les mouvements de la population renseignent que 21387 ménages, soit 98380 personnes, sont en déplacement forcé, alors que 10920 ménages, soit 48703 personnes sont retournés dans leurs zones d'origine. Pour les déplacés internes, l'on note en ituri, 11658 ménages soit 53626 personnes déplacées, 1234 ménages soit 5676 personnes au Sud Kivu, 8088 ménages soit 36072 personnes au Nord Kivu, 407 ménages soit 1815 personnes dans le Tanganyika. Il y a également, 102 ménages soit 455 personnes rapatriées spontanées de l'Ouganda au Nord Kivu et 1243 ménages soit 5544 personnes retournées dans le Tanganyika.
- En ituri, la situation s'est dégradée malgré la dimunition de 43% d'incidents. Il s'agit des attaques réccurentes par les groupes armés dont les ADF/NALU dans les territoires d'Irumu (zone de santé de Boga), Mambasa (zone de santé de Lolwa), Djugu dans les zones de santé de Damas, Mongbwalu et Mangala par des éléments de la CODECO et du Zaïre ainsi qu'en Mahagi (Zones de santé de Rimba et Kambala), principalement par des éléments de la CODECO.

- Malgré l'adhésion des FRPI et ceux des FPIC au processus de paix de Nairobi, ces groupes armés sont identifiés comme étant les présumés auteurs actifs dans la province et une consultation a été ouverte par le gouvernement militaire de l'Ituri en partenariat avec la MONUSCO afin d'amener ces groupes armés à signer un code de conduite dans lequel le respect des droits humains reste l'élément clé. Cette initiative s'inscrirait à l'invitation du Chef de l'Etat congolais lors de la 14ème réunion du conseil des minitres demandant aux gouverneurs militaires du Nord

[2]. Les sept Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) se sont engagés lors d'une réunion le 20 juin à déployer une force régionale (6 500 et 12 000 soldats) dans l'Est de RDC afin de contenir, vaincre et éradiquer les forces négatives. Cette force est composée des unités en provenance du Burundi, du Kenya, Soudan du Sud, de la Tanzanie et l'Ouganda dont chaque pays contributeur aura une mission distincte. Les soldats ougandais aideront leurs compatriotes au Nord-Kivu et en Ituri à combattre les Forces démocratiques alliées (ADF), les troupes Kényanes s'attaqueront à d'autres rebelles présents au Nord-Kivu, le Sud-Soudanais devrait combattre ce qui reste de l'Armée de résistance du Seigneur dans le Haut-Uélé alors que les troupes Tanzaniennes et Burundaises devraient opérer dans le Sud-Kivu.

NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

Kivu et de l'Ituri, de fournir un rapport chiffré et détaillé sur l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme dans leurs juridictions respectives.

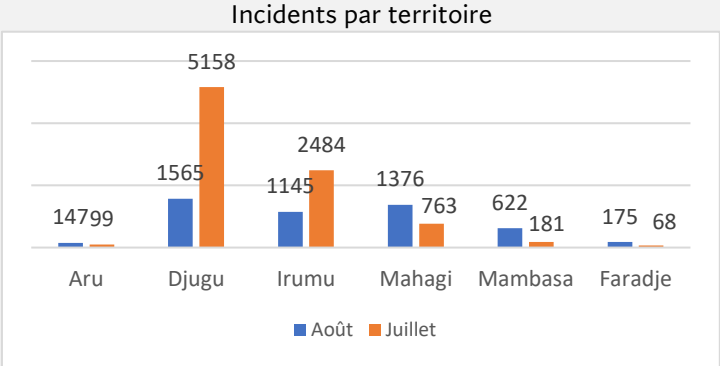
- Au Sud Kivu, l'arrivée du 1er contingent des forces des Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est composé des soldats Burundais est l'un des évènements marquant dans cette partie. Ce contingent est déjà en opération conjointe avec les FARDC dans les Hauts et Moyens Plateaux d'Uvira. Ces opérations auraient eu des incidences sur la dimunition des incidents de protection rapportés. Il y aurait eu des redditions de quelques éléments des groupes armés à Mikenge/secteur d'Itombwe, dans le territoire de Mwenga. En revanche, des risques de rebondissement des violences interéthniques entre Hutu et Tembo dans le territoire de Kalehe sont signalés. L'on rapporte aussi à Fizi, qu'à la suite de l'incursion d'un groupe armé dans le carré minier de Bigaragara, il y aurait incendie de 120 maisons et un important mouvement de populations vers les localités voisines.
- Dans le Tanganyika, l'on note la resurgence des Mai- Mai Kata Katanga dans le territoire de Manono où des attaques à répétition dans les localités de Katonge, Mukuwi et Mutala par les éléments du groupe armé Maï-Maï Bakata- Katanga du leader Gédéon Mutanga. Une situation qui a une incidence sur les violations des droits humains en augmentation de 47%. L'on note également, une faible amélioration de la situation de protection dans la zone de santé de Mbulula où les conflits fonciers entre les communautés persistent ainsi que les exactions perpetrées par les Maï-Maï de la faction Apa Na Pale en provenance du territoire de Nyunzu. Dans ce dernier, une accalmie relative est observée à la suite des opérations des FARDC contre les Mai Mai Apa na pale et ce, malgré les quelques attaques isolées de ces élèments associés à ceux du leader Mazambisur des civils. Dans le territoire de Kalemie, l'on a noté l'activité du groupe armé Twa de la faction Liwa dans la zone de santé de Nyemba où plusieurs violations des droits humains ont été rapportées.

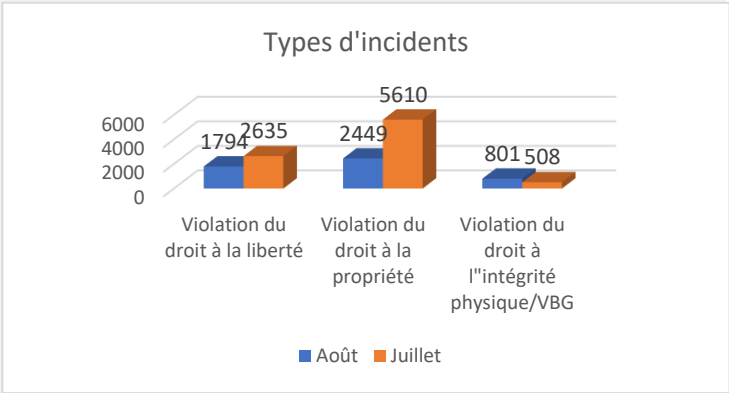
- Au Kasai Orientale, un calme relatif est observé sur l'ensemble de la province du Kasaï orientale contrairement au mois précédent où des affrontements avaient été déplorés dans le territoire de Katanda. En revanche, le niveau de criminalité est resté élevé dans la ville de Mbuji-Mayi où les cas de vols à mains armées sont rapportés. Pour rappel, au mois d'août passé, plusieurs domiciles ont été visités nuitamment par des personnes armées qui les ont dépouillés des biens de valeur et d'argent. La Commune de Bipemba a été particulièrement touchée par cette criminalité galopante où des familles ont été régulièrement visitées par des hommes munis d'armes, y compris d'armes blanches, ces familles ont été dépouillées d'argent et des biens de valeur.
- Dans le Kasai Central, la situation reste dominée par la persistante des conflits intercommunautaires due aux disputes de pouvoir coutumier à Katende, d'une part, et de conflits fonciers à Lubunga, territoire de Dimbelenge, Kasaï Central, d'autre part.
- Au Kasai- Tshikapa, l'on note une augmentation des incidents en raison de l'activisme des milices du chef Mukala à Batwa Kadimba dans la zone de Kakenge, des conflits intercommunautaires et aussi, l'usage excessif de la drogue par les jeunes. En plus, les tensions sur l'exploitation des forêts et conflits des limites opposant les habitants de Luebo Cité à ceux du groupement Bena Tshibaji à 16 km de la cité sur l'axe Luebo-Lulengele restent perceptibles.

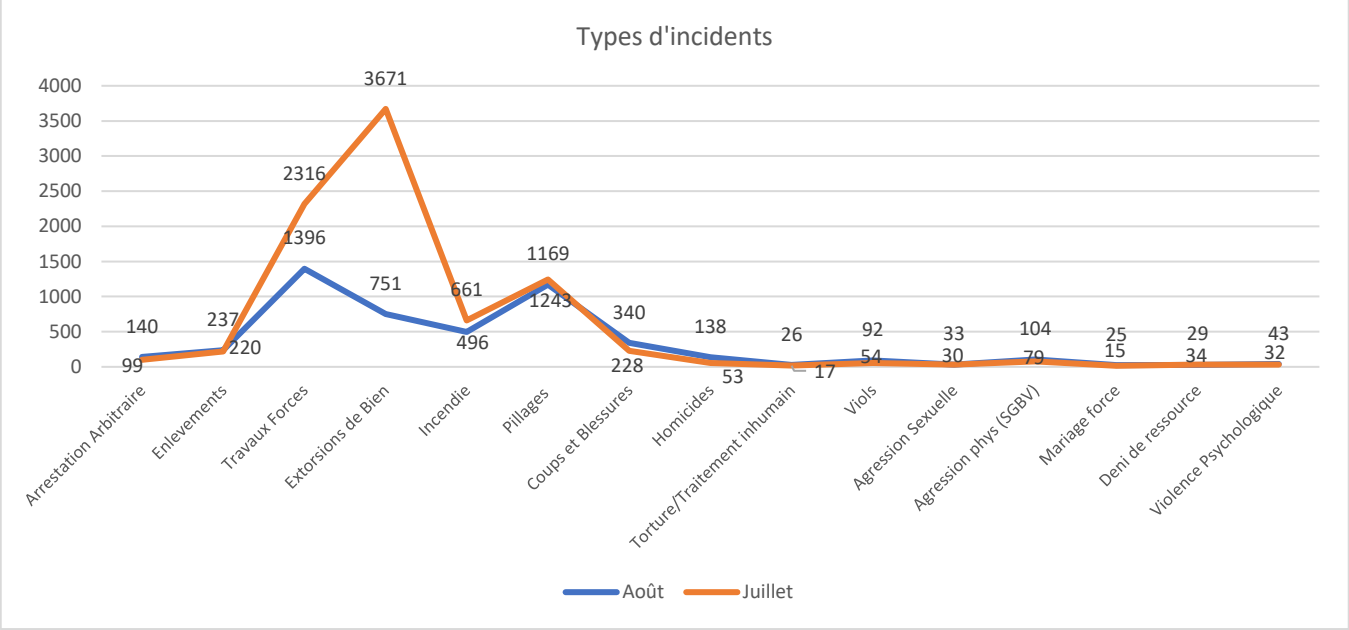
NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

2.1. Ituri & Haut Uélé

- **5023 incidents** de protection rapportés durant le mois d'août 2022 dans les provinces de l'Ituri et le Haut Uélé (Faradje) contre 8753 incidents documentés en juillet 2022 soit une baisse 43%.
- Malgré les augmentations dans les autres territoires, ceux de Djugu et Irumu enregistrent une baisse signatificative. Elle serait liée d'une part, au compromis signé entre CODECO/URDPC, le gouvernement provincial de l'Ituri, la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC) et de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) avec l'appui de la MONUSCO/Bunia leur exigeant le respect des droits humains ainsi que la diminution des incidents relatifs au droit à la propriété, de l'autre.
- En termes d'incidents, l'on note une dimunition des cas, principalement les incidents relatifs aux droits à la propriété, la liberté et à l'intégrité physique, avec un surcroît de cas de travaux forcés et d'arrestation arbitraire.



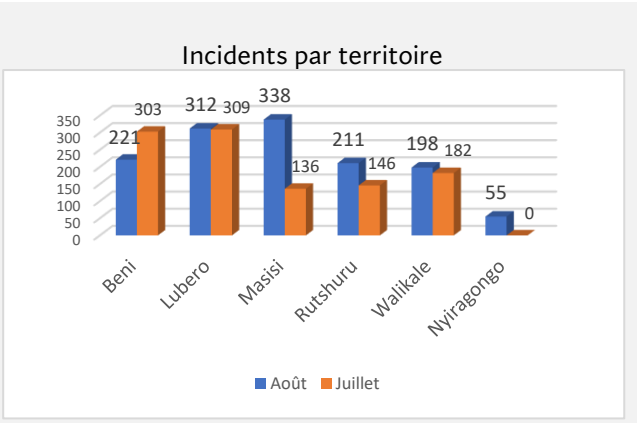


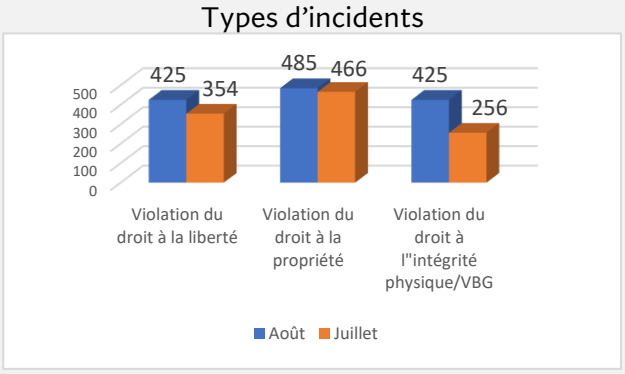


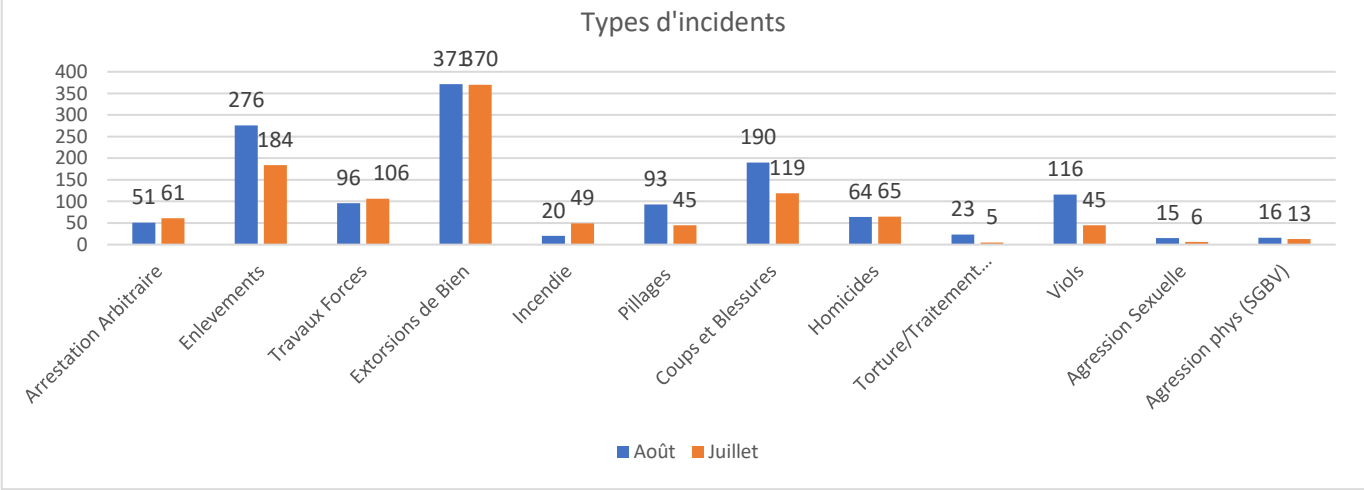
NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

2.2. Nord Kivu

- **1335 incidents** de protection rapportés soit une augmentation de 6,8%. L'on note une augmentation des incidents dans les territoires de Nyiragongo, Masisi, Rutshuru et Walikale.
- Elle serait justifiée notamment, par l'activisme des groupes armés (Nyatura Abazungu, APCLS et NDC/R de Mapenzi) dans les groupements des Bashali-Mokoto, Bapfuna et Nyamaboko 1 en territoire de Masisi, mais aussi par des actions de représailles des présumés M23 sur les civils qui font les mouvements pendulaires en quête des vivres dans les entités sous leur contrôle.
- Un retour d'environ 112 ménages de 500 individus dans les villages de Nobili et Kamango dans le territoire de Beni en provenance de l'Ouganda a été rapporté, tandis que l'on enregistre 8088 ménages soit 36072 personnes déplacées de force dans le Masisi, Walikale et Lubero. Ces retours seraient dus à une accalmie précaire observée dans les villages d'origine depuis le mois de juin. Malgré la dimunition des cas d'incendie et des travaux forcés, l'on note une augmentaion des cas d'enlèvements, d'arrestation arbitraire et des cas de viols.



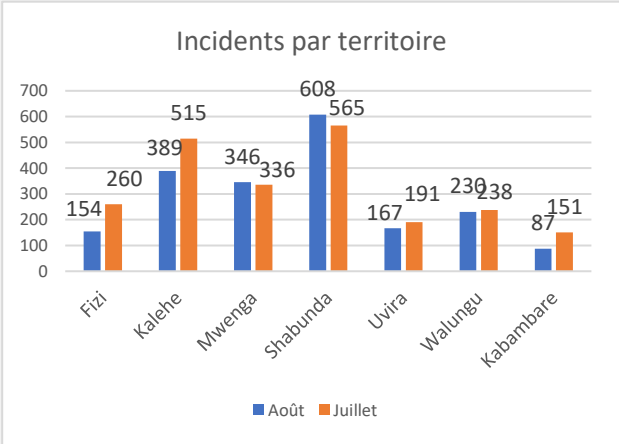


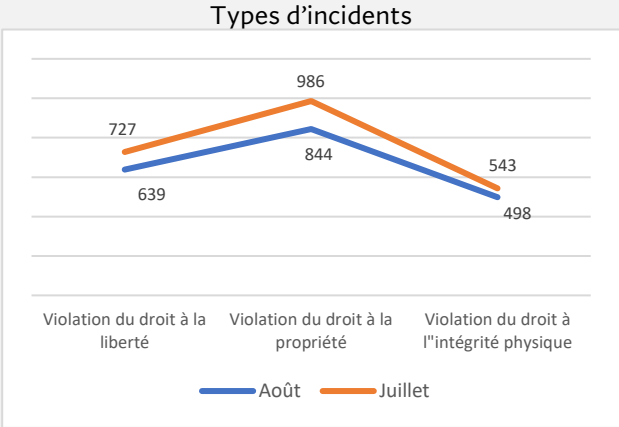


NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

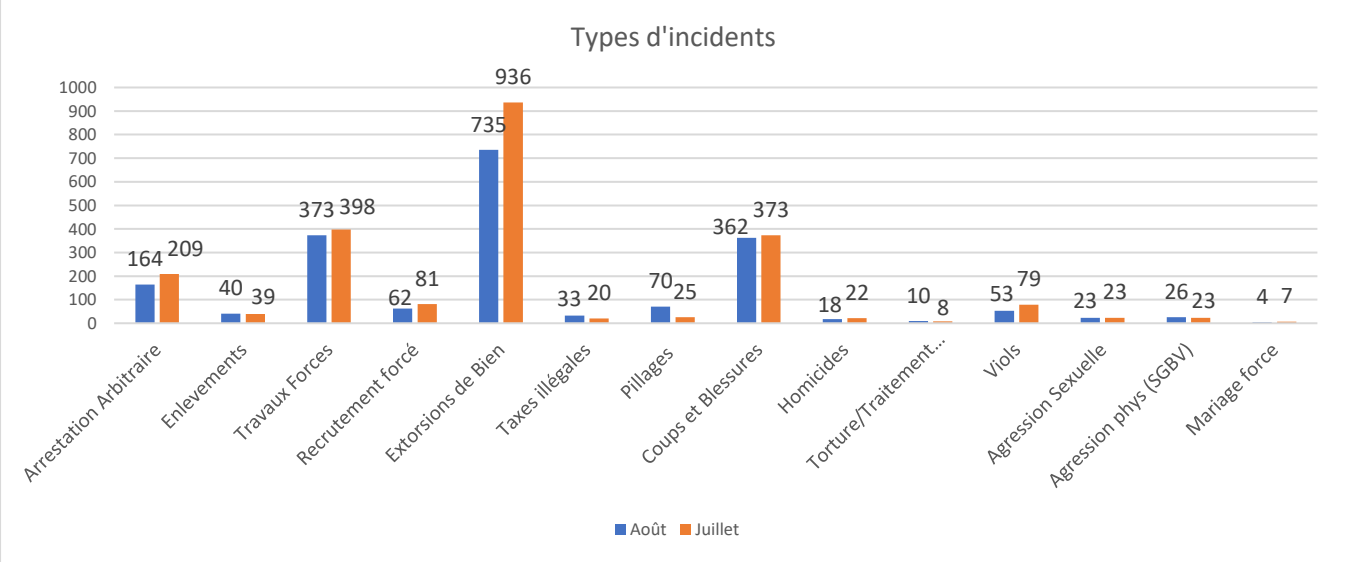
2.3. Sud Kivu- Maniema/ Kabambare

- **1981 incidents** de protection rapportés dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema (Kabambare) soit une dimunition de 275 incidents. Cette baisse serait la conséquence des opérations conjointes des Forces armées de la RDC et du contingent burundais dans les hauts et moyens Plateaux d'Uvira. Il y aurait eu des redditions de certains éléments des groupes armés autour de Mikenge/secteur d'Itombwe dans le territoire de Mwenga alors que d'autres sont en dispersion dans la brousse. et d'autres cachés au sein des communautés à Uvira (Kitoga, Marungu, Kahololo, Kitembe, Ndegu et Katobo).
- Les territoires les plus affectés sont ceux de Shabunda (608 cas) suivi de Kalehe (389 cas) et Mwenga (346 cas). L'on note en revanche, une dimunition sensbile dans le Kabambare au Maniema.





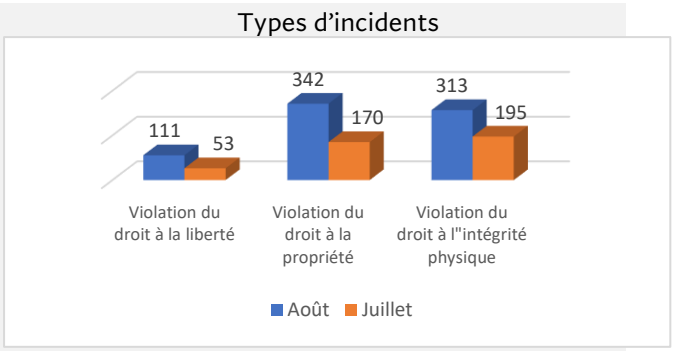
- En dehors des groupes armés d'obédience ethniques (banyamulenge et ceux de la coalition des communautés Bembe- Fuliru et Nyindu) dans le Mwenga, de nouvelles tensions intercommunautaires entre Tembo et Hutu sont rapportées à Kalehe et bénéficieraient des appuis des groupes armés d'obédience ethnique en provenance du parc Kahuzi Biega. Dans le Fizi, un important mouvement de la population a été signalé soit 700 ménages (3122 personnes) déplacés vers les localités de Katoke, Tubuki, Mulinga etc. à la suite de l'incursion d'un groupe armé dans le carré minier de Bigaragara.

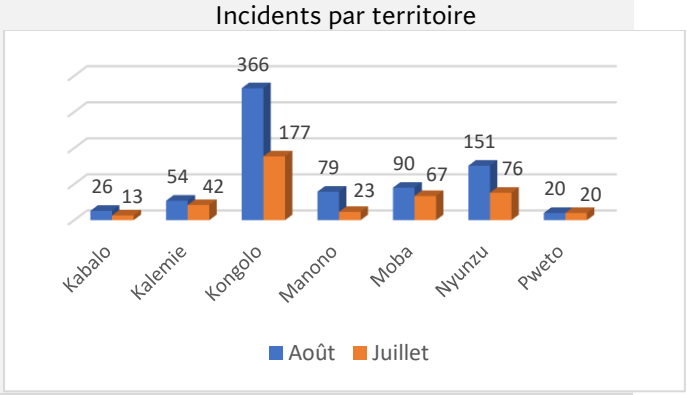


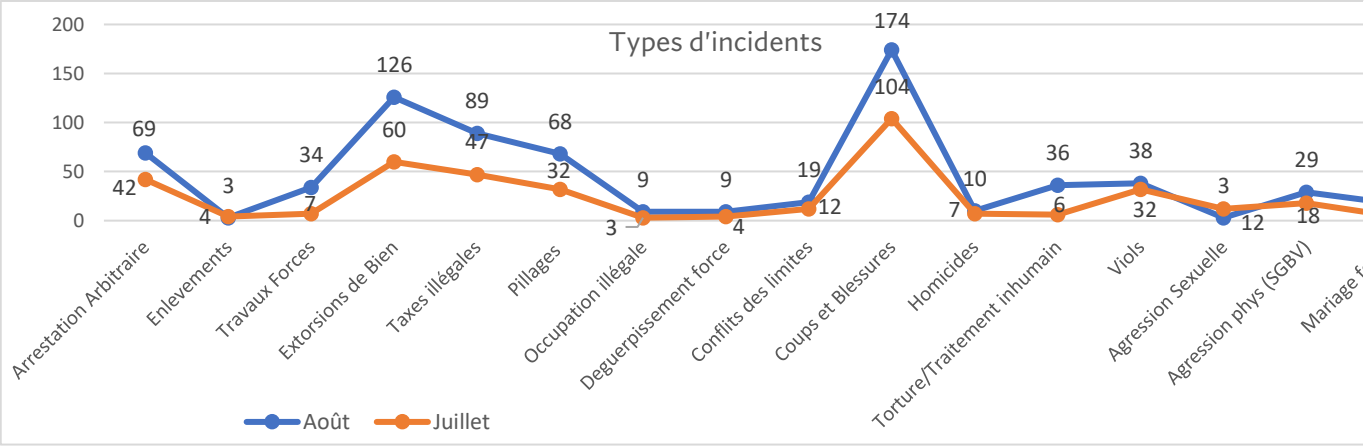
NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

2.3. Tanganyika & Haut Katanga

- **786 incidents** de protection ont été documentés en août, soit une augmentation de 47% avec plus d'incidents relatifs aux droits à la propriété et à l'intégrité physique. Cette augmentation s'expliquerait par l'activité des groupes armés dans les territoires de Kongolo et la résurgence des Maï-Maï Bakata-Katanga dans le territoire de Manono. La plupart des territoires ont enregistré des augmentations à l'exception de Kabalo et Pweto. Plus particulièrement, les terrioires de Kongolo avec 366 cas et Nyunzu avec 151 cas sont les plus affectés.
- La resurgence de groupe armé Maï-Maï Bakata- Katanga dans le territoire de Manono (zone de santé de Kiambi) a occasionné un déplacement forcé de 407 ménages soit 1815 personnes des localités de Katonge, Mukuwi et Mutala respectivement les 03, 06 et 08 août 2022 vers les groupements Kayumba, Kazingu et Kiambi centre.
- L'on note une augmentation particulière des incidents relatifs aux coups et blessures, extorsions des biens, tortures, mariages forcés, travaux forcés et traitements inhumains ainsi que les arrestations arbitaires.



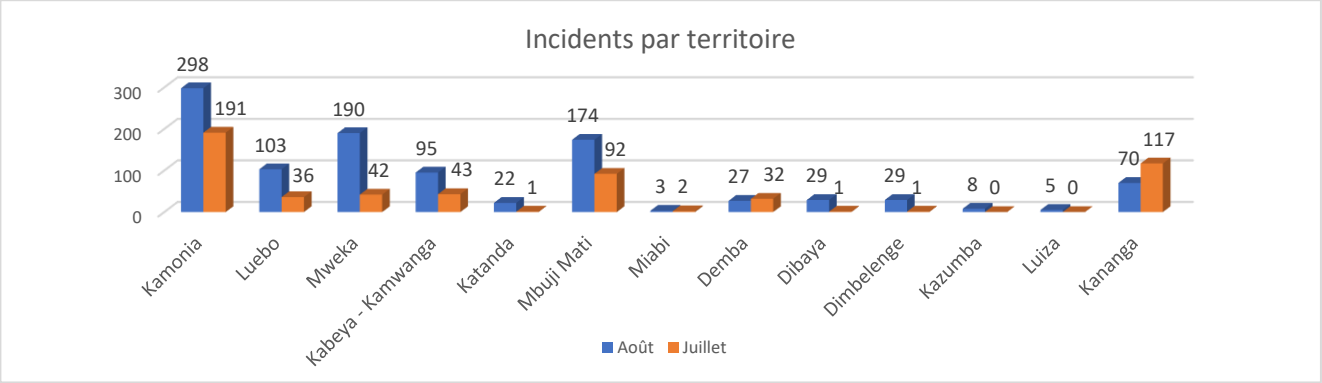




NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

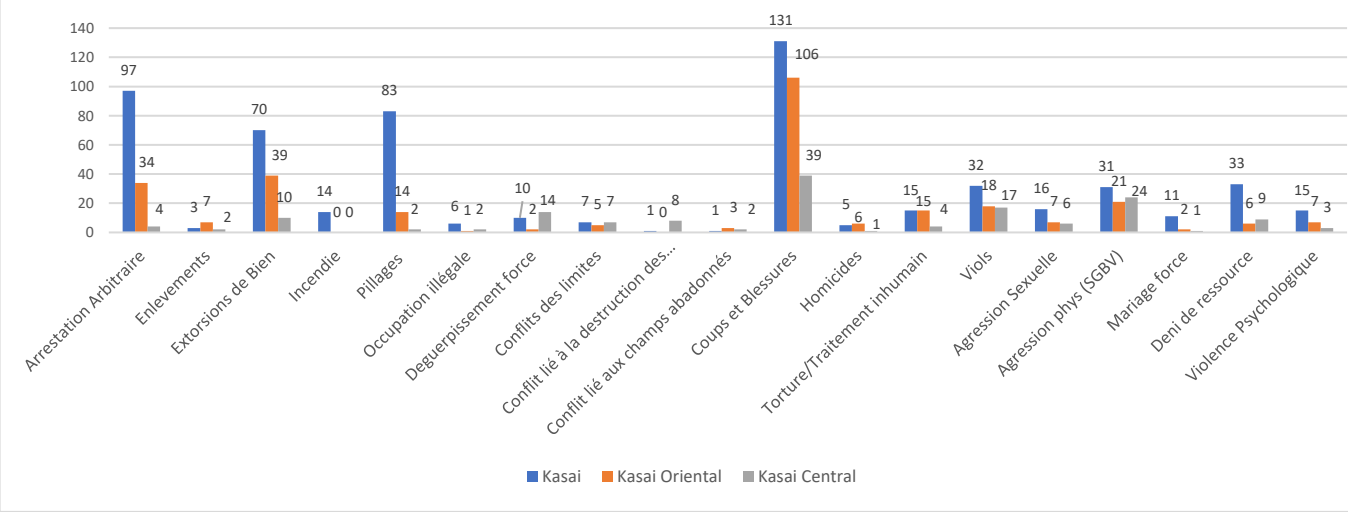
2.4. Espace Kasai

- **1053 incidents** de protection rapportés dont 591 cas au Kasai/Tshikapa, soit 322 cas de plus répertoriés principalement dans les territoires de Kamonia, Luebo et Mweka, 168 cas au Kasai Oriental, soit 30 cas de plus qu'en juillet dans les Kabeya Kamwanga, Katanda,Mbuji Mayi et Miabi, ainsi que 294 cas au Kasai Central, soit 17 cas de plus qu'en juillet dans les territoires de Demba, Dibaya, Dimbelenge et Kananga.
- L'on note que les provinces du Kasai et Kasai Oriental enregistrent plus d'incidents qu'en juillet et cela serait justifié par : l'activisme des milices du chef Mukala à Batwa Kadimba dans la zone de Kakenge, des conflits intercommunautaires et aussi, l'usage excessif de la drogue par les jeunes.
- Dans ces trois provinces du Kasai, dominées par une criminalité urbaine ainsi que des conflits de pouvoir qui engendrent malheureusement des tensions intercommunautaires, il y a des tensions sur l'exploitation des forêts et conflits des limites opposant les habitants de Luebo cité à ceux du groupement Bena Tshibaji à 16 km de la cité sur l'axe Luebo-Lulengele qui restent perceptibles. Ainsi, le diagramme ci-dessous relatif aux incidents par territoire rélève que Kamonia, Luebo, Mweka dans le Kasai connaissent une forte augmentation des incidents comparativement aux données du mois de Juillet 2022, alors que dans le Kasai Oriental, il y a une certaine stabilité à Miabi et Dimbelenge et ce, malgré l'augmentation lègere à Mbuji Mayi et Dibaya. La situation est presque similiare au Kasai Central.



- Par ailleurs, une analyse comparée des incidents révèle que les incidents relatifs aux droits à l'intégrité physique et à la vie sont davantage rapportés dont les coups et blessures, viols, tortures et traitements inhumains suivi des cas relatifs à la liberté dont des arrestations arbitraires et quelques cas d'enlèvements. Une situation qui serait due à l'usage excessif de la drogue par les jeunes. Il y a moins d'incidents relatifs aux droits à la propriété, comparativement à d'autres provinces où ces incidents prennent une proportion importante.

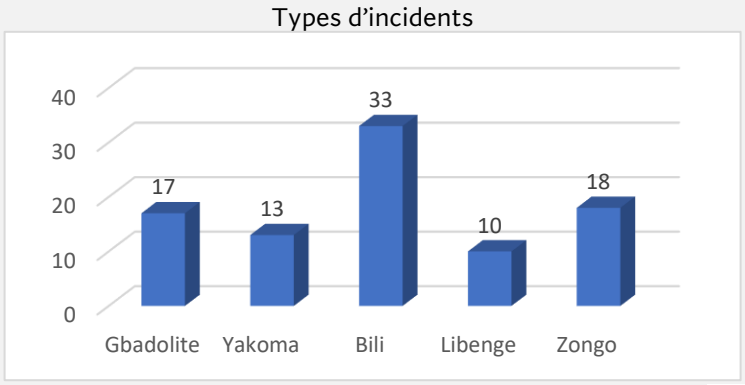
Types d'incidents de protection



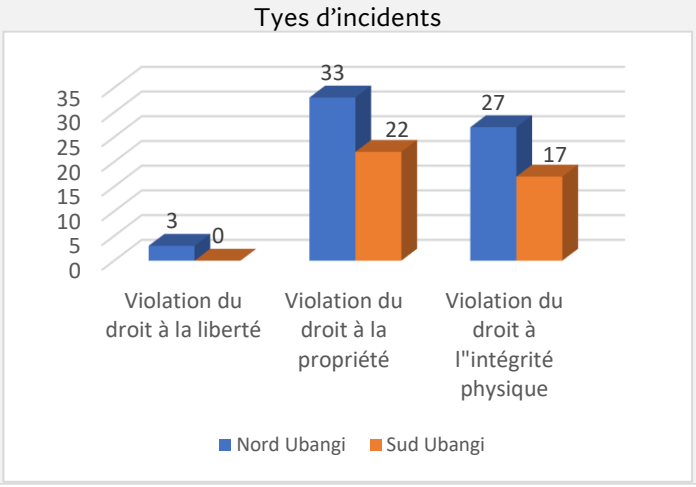
NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

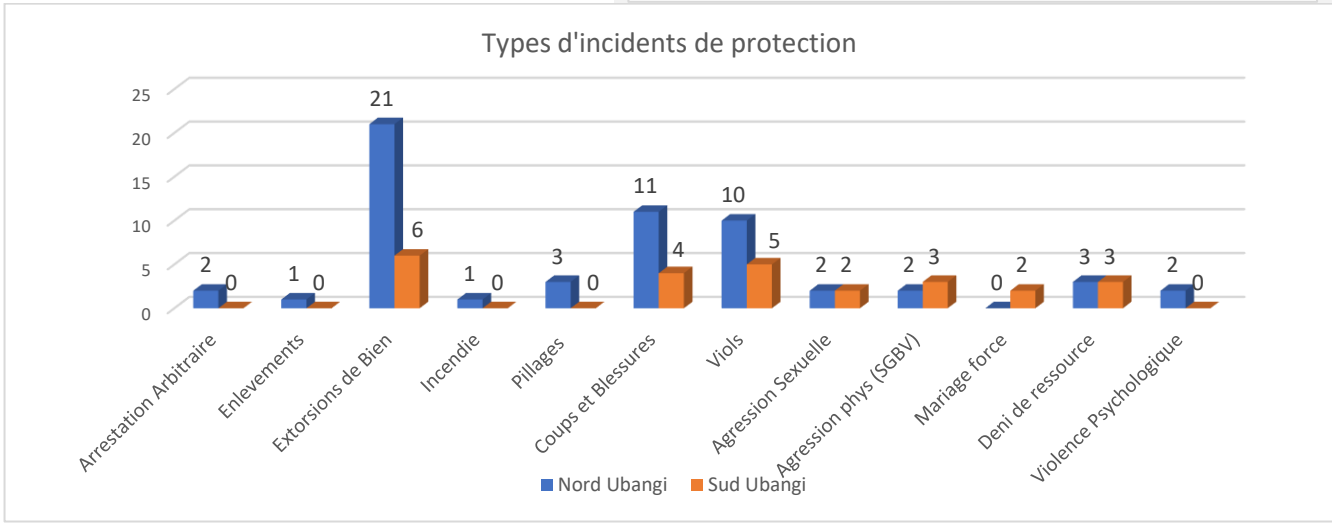
2.4. Nord &-Sud Ubangi

- **97 incidents** de protection ont été identifiés et documentés au mois d'août 2022 dans les zones d'accueil des réfugiés avec plus d'incidents à Biki, Gbadolite et Zongo.
- L'on note également, l'identification des personnes à besoin spécifique soit 111 personnes parmi lesquelles des enfants parents, des personnes avec des altération physique etc. il convient de signaler que 247 autres identifiées bien avant ont bénéficié d'une assistance en Cash par le PAM



- Il y a moins d'incidents car cette région n'est pas concernée par les conflits armés.Il y a en revanche des menaces de protection relatives aux actvités criminelles. Il convient de préciser que les extorsions des biens, les coups et blessures ainsi que les cas de viols sont les plus rapportés.
- Ainsi, sur 90 cas rapportés, 37.36 % se rapportent aux VBG dont 20.88 % dans le Nord Ubangi alors que les extorisons des biens couvrent 42.86 % dans les deux provinces dont 32.97 % dans le Nord Ubangi, plus particulièrement plus de cas rapportés à Bili.

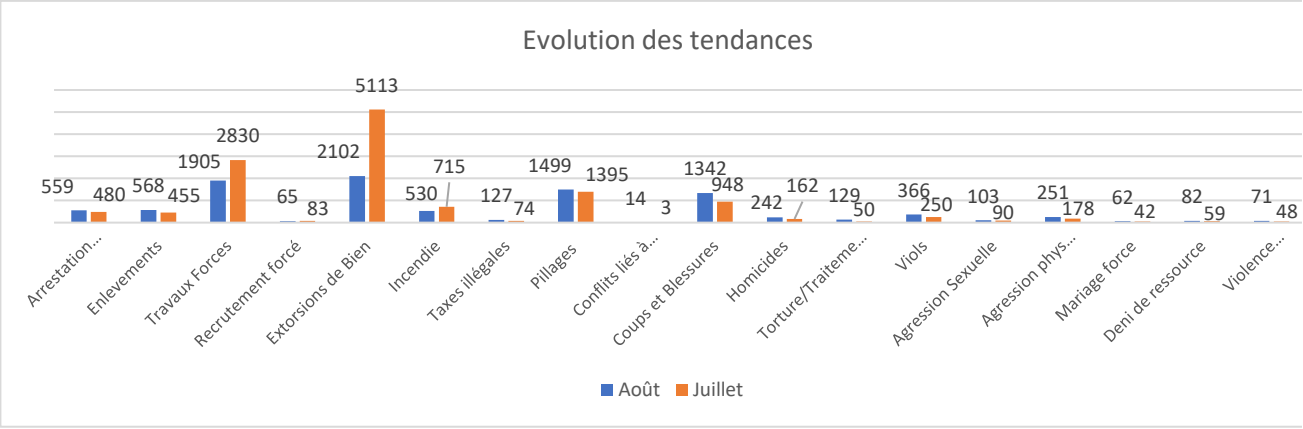




NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

VI. Analyse contextuelle

- Le contexte sécuritaire n'a pas connu d'amélioration positive en août et cela a des impacts négatifs sur les droits humains. En effet, fort d'une analyse minitieuse de la situation à l'Est, l'on pourrait assimiler cette région à une véritable zone de guerre. Les multiples opérations militaires internationales s'ajoutant aux opérations militaires nationales en font un théâtre où se déroulent un conflit multidécennal aux conséquences sociale, économique et humanitaire désastreuses. En effet, plusieurs acteurs et alliances stratégiques se sont succédés dans la région de l'Est du Congo. De la force militaire européenne, sous commandement français en 2003, à la force régionale de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est en passant par la Brigade d'intervention (FIB) dotée d'un personnel de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et rattachée à la MONUSCO en 2013, ainsi que des accords de coopération militaire entre la RDC et l'Ouganda[3], la RDC et le Rwanda, les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri vivent au rythme des conflits incessants qui en on fait une région perpétuellement instable.
- Il ressort de plusieurs analyses que la géopolitique dominante du conflit en RDC privilégie la « géographie des ressources » comme cause profonde de l'instabilité dans ces trois provinces, riches en ressources minières. Ainsi, déployer une force dont la stratégie et les objectifs ne repondraient qu'aux menaces sécuritaires de leur Etat prédispose à un echec. En clair, chaque contingent de la focre régionale a une mission distincte de l'autre. Il y a vraisemblablement pas d'harmonie entre ces différentes forces. En effet, les soldats ougandais au Nord-Kivu et en Ituri luttent contre les ADF , les Sud-Soudanais contre ce qui reste de l'Armée de résistance du Seigneur dans le Haut-Uélé, les Burundais contre les groupes armés dans les Haut et Moyen plateaux du Sud Kivu avec l'appui des Kenyans et Tanzaniens. Cette superpositionnement de forces conduira inévitablement à un échec,surtout qu'il existerait des réseaux régionaux de soutien aux groupes armés (Notamment les Allied Democratic Forces – ADF)[4]. Une coordination plus effective des forces régionales intervenant en RDC asphyxierait plus efficacement les sources d'approvisionnement des groupes armés toutes obédiences confondues.
- L'évolution des tendances fait ressortir que le mois de Juillet était plus critique que le mois d'août 2022, malgré l'adjonction de deux nouvelles provinces (Nord et Sud Ubangi) dans le rapport du mois d'août. Une situation qui s'expliquerait par notamment ; le nombre élévé d'incidents rapportés en juillet (13061 incidents) avec plus d'incidents relatifs aux droits à la propriété, la gravité des atrocités sur des civils en Ituri, Nord Kivu et Sud Kivu mais également, l'activisme des groupes armés au Nord et Sud Kivu et en Ituri. Certes, l'activisme des groupes armés est observé en août, cependant, les actions de réponses visant à contenir, vaincre et éradiquer les forces négatives ont connu une nouvelle donne avec le déploiement de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (6 500 et 12 000 soldats) mais également, le compromis signé entre le gouvernement militaire de l'Ituri et les groupes armés (bien que cette démarche legitimerait en quelques sortes les groupes armés).



[3] En mi-avril 2021, un accord de coopération militaire a été signé entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda en vue de vaincre les ADF et de sécuriser les travaux de rénovation des axes routiers Kasindi-Beni-Butembo et Bunangana-Rutshuru-Goma.

[4]. Voire les paragraphes 38 et 39 du rapport des Experts des Nations Unies sur la RDC, juin 2022

NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC

- En Ituri, l'escalade des violences se poursuit dans cette province plus particulièrement dans les territoires de Mambasa et Djugu où des exécutions extrajudicaires d'au moins 83 personnes et plusieurs autres enlevées lors des attaques des présumés ADF dans plusieurs villages, depuis le 10 août dernier. Une situation qui restreint l'accès humanitaire et aurait conduit l'hôpital général de Lolwa et cinq centres de santé à suspendre leurs activités.
- Au Nord Kivu, la situation reste dominée par les attaques des M23 et des actions de représailles sur les civils qui effectuent des mouvements pendulaires en quête de vivres dans les entités sous leur contrôle, ainsi que l'activisme des groupes armés (Nyatura Abazungu, APCLS et NDC/R de Mapenzi) dans les groupements des Bashali-Mokoto, Bapfuna et Nyamaboko 1 en territoire de Masisi. Une situtaion qui entraine des mouvements de la population vers d'autres localités en quête de sécurité.
- La resurgence des Mai Mai Kata Katanga dans le Tanganyika à Kongolo tout comme les attaques contre les groupes armés dans les Haut et Moyens plateaux, des conflits intercommunautaires au Sud Kivu, Kasai et Tanganyika ainsi que les activités criminelles dans l'espace Kasai, Nord et Sud Ubandi sont autant d'évènements qui ont marqué ce mois d'août dans ces provicnes.

VII. Recommandations

- Engager des actions de plaidoyer auprès du commandement territorial FARDC pour le renforcement de la sécurité au tour du village Bigaragara (un site minier) / Territoire de Fizi ainsi que le renforcement des mécanismes de protection des civils dans les villages Lukolo, Quatre coins, Mutuka et Machapano qui sont des zones sous le contrôle des groupes armés/ Territoire de Kabambare (Cluster Protection)
- Plaider pour l'accès à l'éducation des enfants dans le groupement de Kisimba (Nord Kivu) en restaurant la paix dans cette entité. (Cluster Protection).
- Organiser des actions de médiations et dialogues impliquant les autorités sur les conflits fonciers et coutumiers dans le Kasai (Cluster Protection)
- Encourager les nouvelles autorités provinciales du Kasaï oriental à régler le conflit opposant les Bena Nshimba aux Bena Kapuya et Bena Muembia dans le territoire de Katanda (Cluster protection)
- Mener les évaluations approfondies sur les VBG dans les territoires de Kongolo et Kalemie (GT VBG)
- Renforcer les mécanismes de médiation communautaire dans les zones d'accueil des réfugiés pour répondre aux tensions entre les réfugiés et les autochtones (CNR/HCR Equateur).

NB : Les informations partagées dans ce rapport sont tirées du protection monitoring des partenaires du HCR et ne reflètent pas la situation générale en RDC